



Gouvernement du Québec
Ministère des Consommateurs,
Coopératives et Institutions financières
Service des compagnies

LETTRES PATENTES
(Loi des compagnies 3e partie)

Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous le nom de

CONSEIL REGIONAL DE LA CULTURE
DE LA REGION LANAUDIÈRE

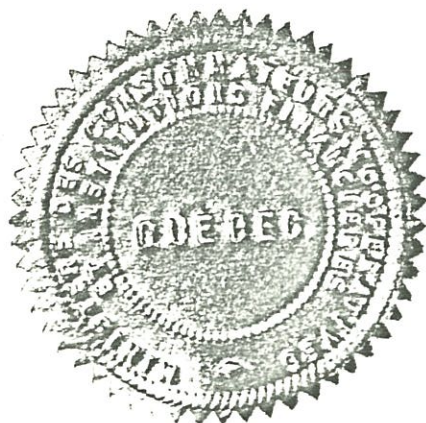
Données et scellées à Québec,

le 7 juin 1978

et enregistrées le 14 août 1978

libro C-896

folio 52



Le Ministre

par:

1 — REQUÉRANTS

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénoms	Profession	Adresse
MONGEAU, André	Concepteur	1881, La Seigneurie Ste-Emilie de l'Energie
CANTIN, Christian	Animateur culturel	2681, St-André St-Cuthbert
LAVERGNE, Louise	Professeur	403, Dollard Joliette

2 — SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la corporation est situé à Joliette.

3 — CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs provisoires de la corporation sont

André Mongeau

Christian Cantin

Louise Lavergne

4 — IMMEUBLES

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à \$ 500 000.

5 — OBJETS

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

- 1) Favoriser la participation de la région Lanaudière à l'élaboration d'une politique culturelle;
- 2) Favoriser la collaboration entre les divers organismes culturels de la région Lanaudière quant à l'utilisation de ses ressources;
- 3) Promouvoir les activités culturelles qui font appel aux créateurs et diffuseurs locaux;
- 4) Voir à la formation d'une culture propre au Québec en développant une plus grande cohérence entre les différentes régions;
- 5) Favoriser l'émergence d'une conscience régionale articulée ainsi que le lieu d'une mise en commun des ressources et un resserrement des agents de développement culturel;
- 6) Assurer un inventaire constant du potentiel culturel régional afin de connaître toutes les ressources du milieu. A cette fin, la corporation devra exercer les fonctions suivantes:
 - a) informer le ministre des Affaires culturelles de notre initiative sur toute question relative au développement culturel de la région;
 - b) établir chaque année les priorités régionales au plan culturel en vue de faire connaître aux autorités compétentes les véritables besoins de la population de la région;
 - c) attribuer des subventions et des bourses, dans le cadre d'une enveloppe proprement régionale, à des personnes et à des organismes de création artistique ou de diffusion culturelle et ce selon les propres critères de la corporation;
 - d) évaluer l'impact et la performance des programmes culturels du gouvernement quant à ses retombées régionales;
 - e) favoriser l'utilisation maximale des équipements publics pouvant servir aux activités culturelles;
 - f) favoriser la collaboration entre les divers organismes culturels de notre région quant à l'utilisation de nos ressources et à la concertation de nos activités;
 - g) susciter le développement de nos sources de revenus au profit des organismes culturels de la région;
 - h) donner des avis aux différents ministères à vocation culturelle sur tout point touchant la vie culturelle, et sans restreindre la généralité de ce qui précède:

- 1/ sur le partage des compétences entre les administrations centrales et les organismes régionaux en ce qui concerne l'administration de programmes culturels;
 - 2/ pour susciter des sources de revenus régionales, recueillir de l'argent ou d'autres biens, par voie de souscriptions publiques ou de toute autre manière, et en assurer la gestion et la distribution pour favoriser les organismes culturels en place;
 - 3/ sur l'élaboration de politiques sectorielles;
 - 4/ sur la préparation de schémas régionaux de développement et d'aménagement du territoire;
 - 5/ sur l'établissement de plans régionaux d'équipements culturels;
 - 6/ sur la fixation des priorités régionales pour chaque ministère et organisme en cause impliqués dans la chose culturelle;
 - 7/ sur la mise au point de la programmation régionale des ministères et organismes en cause;
-
- 8/ sur la ventilation des ressources budgétaires des administrations centrales à l'intérieur de chaque région administrative.
- 7) Les secteurs d'intervention de la Corporation pourront couvrir l'ensemble des points reliés au développement culturel, et, sans restreindre la généralité de ce qui précède elle pourra intervenir dans les secteurs suivants:
- a) les arts et les lettres;
 - b) la conservation et la mise en valeur du patrimoine;
 - c) les médias et réseaux de communication;
 - d) la politique linguistique;
 - e) toute association de minorités ethniques;
 - f) l'environnement;
 - g) les industries culturelles;
 - h) la création et l'animation socio-culturelle;
 - i) l'enseignement des arts;
 - j) toutes fêtes populaires à caractère culturel.

- 8) Les objets ci-haut mentionnés ne permettent pas cependant à la corporation d'offrir au public des plans de souscriptions par versements uniques ou périodiques permettant aux souscripteurs ou cotisants, ou à leurs ayants droit, d'être remboursés ou de bénéficier, sous quelque forme que ce soit, de l'argent qu'ils auront versé à la corporation, sauf la rémunération qui pourra être payée à l'occasion à certaines personnes à titre d'officiers ou d'administrateurs.
- 9) Les revenus de la corporation doivent être utilisés pour des fins charitables seulement, notamment, mais sans restriction ni limitation, fournir l'aide financière jugée nécessaire par la corporation. Les sommes versées le seront à même les intérêts sur les sommes perçues ou à même les revenus de la corporation. La corporation pourra cependant employer ses ressources autres que les revenus et intérêts aux fins susdites, si elle y est autorisée par plus de soixante-quinze pour cent (75%) des membres réunis en assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et votant sur telle autorisation.

6 — AUTRES DISPOSITIONS (SELON LE CAS)

1) Les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun:

- a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;
- b) Emettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionné par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 275), ou de toute autre manière;
- d) Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation.

Les administrateurs de la corporation pourront être démis de leurs fonctions par résolution adoptée à une assemblée générale spéciale des membres dûment convoquée à cette fin.

2) Au cas de liquidation de la corporation, de dissolution, d'abandon des activités ou de distribution des biens, les biens devront être dévolus à un organisme culturel désigné par le Ministre des Affaires Culturelles, et ayant son siège social dans la région Lanaudière.